

Dossiers chauds sur la **Colline** Printemps 2016



LA FÉDÉRATION
CANADIENNE
DES SYNDICATS
D'INFIRMIÈRES
ET INFIRMIERS

**Les infirmières
et les infirmiers
du Canada**
À LA DÉFENSE DES
SOINS DE SANTÉ

Brève analyse du budget

Le 22 mars 2016, le gouvernement fédéral a communiqué les détails du budget 2016, y compris une réaffirmation de sa promesse électorale de négocier, avec les provinces et les territoires, un nouvel accord sur la santé. Les infirmières et les infirmiers du Canada se sont prononcés en faveur de cela, et en faveur des engagements à augmenter les prestations pour la garde d'enfants, améliorer la couverture relative à la vaccination, ainsi que les investissements pour les personnes qui en ont le plus besoin, notamment les aînés, les Autochtones et les vétérans.

« Au cours des prochains mois, nous nous attendons à voir davantage d'investissements dans les soins de santé dans le cadre des négociations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux relatives au prochain accord sur la santé et les programmes sociaux », souligne Linda Silas, présidente de la FCSII. « Les infirmières et les infirmiers du Canada sont témoins de l'impact du financement inadéquat des soins de santé; nous voyons et sentons les réductions dans nos hôpitaux à chaque jour, ainsi que le manque de services de soins à domicile pour les Canadiens. Les patients et les familles souffrent. Le temps est venu de négocier un nouvel accord sur la santé et les programmes sociaux avec les provinces et les territoires, et le gouvernement fédéral doit contribuer sa juste part. »

Au cours des semaines précédant le budget, la FCSII a soumis des recommandations claires dans le cadre du processus de consultations prébudgétaires, avec un accent tout particulier sur la mise en œuvre d'un nouvel accord sur la santé et les programmes sociaux. Cet accord comprendra :

- Un financement fédéral stable des soins de santé (jusqu'à un minimum de 25 % d'ici 2025)
- Une planification coordonnée des ressources humaines en santé
- Un régime national d'assurance-médicaments
- Une stratégie canadienne ciblant le vieillissement en santé
- Un meilleur accès aux services de santé à domicile et dans les collectivités
- Un meilleur accès aux services de santé mentale

Les infirmières et les infirmiers du Canada rencontrent ministre Philpott et proposent un nouvel accord sur la santé et les programmes sociaux

Le 4 avril 2016, à Ottawa, Linda Silas, présidente de la FCSII, a rencontré Jane Philpott, ministre fédérale de la Santé. Silas et Philpott ont parlé du travail continu du personnel infirmier du Canada en vue du prochain accord sur la santé et les programmes sociaux.

« Cette rencontre a été productive, et je suis confiante que ce tête-à-tête avec la ministre Philpott signale une nouvelle ère au cours de laquelle les gouvernements et les leaders du secteur de la santé pourront collaborer pour consolider notre système public de soins de santé dans l'avenir », mentionne Silas.

Cette rencontre a été fixée quelques semaines après la communication du budget fédéral 2016 qui comprenait des détails réaffirmant la promesse électorale de négocier, avec les provinces et les territoires, un nouvel accord sur la santé.

La FCSII a profité de cette rencontre avec la ministre pour soumettre des recommandations pour élargir cet accord sur la santé afin qu'il soit assorti d'un accord sur les programmes sociaux, et pour préciser que les discussions, de longue date,

relatives aux déterminants sociaux de la santé n'avaient entraîné aucun progrès. En 2016, il est temps de reconnaître que toutes les politiques gouvernementales doivent être examinées à la lumière de l'équité en santé, et que les efforts doivent mettre l'accent sur la santé dans toutes les politiques. Les infirmières et les infirmiers du Canada demandent aussi, à tous les paliers de gouvernement, de coordonner la planification des ressources humaines en santé et les stratégies ciblant la santé des Autochtones.

« Si nous voulons vraiment améliorer le système canadien de soins de santé, nous devons reconnaître les inégalités qui existent au Canada », souligne Silas. « Chaque jour, des personnes sont forcées de choisir entre nourrir leur famille ou payer leurs médicaments prescrits. Le temps est venu, pour tous, de tenir compte, une fois pour toutes, les déterminants sociaux de la santé au moment où le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux s'engagent à négocier un accord. »

Dans les mois qui viennent, les infirmières et les infirmiers du Canada seront ravis d'avoir d'autres rencontres positives, ainsi que des discussions de suivi, avec l'équipe de la ministre de la Santé.



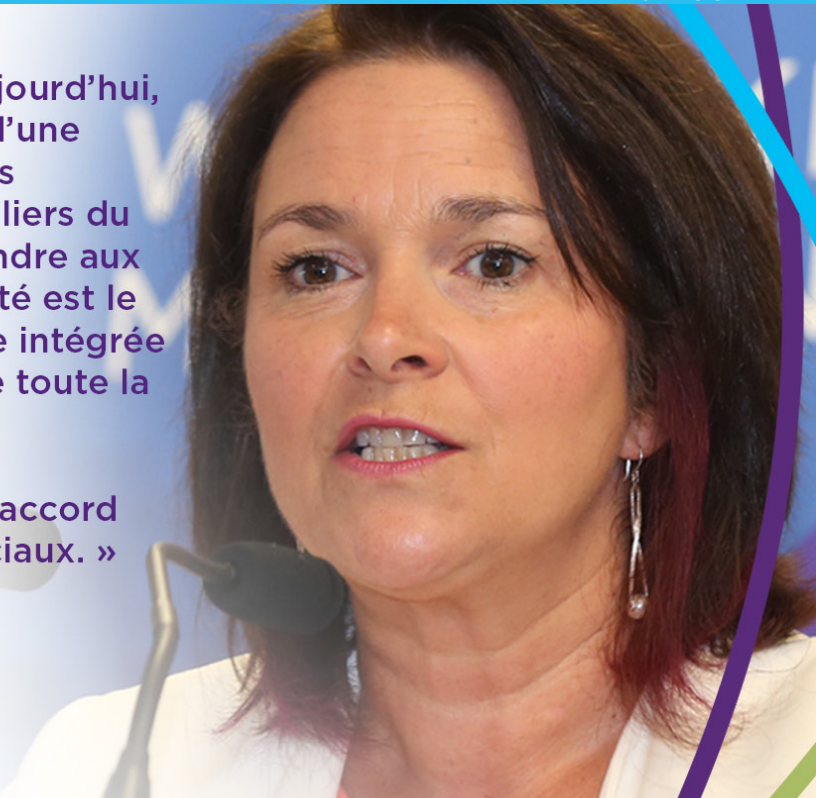
« Le budget a été communiqué aujourd'hui, et nous avons maintenant besoin d'une meilleure coordination des services sociaux et de santé par tous les paliers du gouvernement. Nous devons répondre aux besoins des personnes dont la santé est le plus à risque grâce à une approche intégrée visant l'amélioration de la santé de toute la population canadienne.

Le temps est venu de négocier un accord sur la santé et les programmes sociaux. »

- Linda Silas, présidente de la FCSII



Les infirmières
et les infirmiers
du Canada
À LA DÉFENSE DES
SOINS DE SANTÉ



La Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers demande à tous les paliers de gouvernements de collaborer pour mettre en œuvre un accord sur la santé et les programmes sociaux qui permettra de :

- Donner un fort élan vers l'avant au Canada en mettant en œuvre un accord sur la santé et les programmes sociaux. Cet accord comprendra quatre politiques prioritaires :
 - Un régime national d'assurance-médicaments
 - Une stratégie nationale visant le vieillissement en santé
 - Un meilleur accès aux services de santé dans les domiciles et les collectivités
 - Un meilleur accès aux services de santé mentale

- Établir une entente comprenant des étapes :
 - Des cibles à court terme devant être atteintes d'ici les célébrations du 150e anniversaire du Canada en juillet 2017
 - Des objectifs à moyen terme devant être atteints d'ici 2019 afin de bien préparer le Canada aux années 2020 grâce à un financement prévisible, à long terme et stable, permettant d'assurer le développement de services solides et de politiques publiques
 - Un engagement à long terme pour augmenter le financement fédéral pour qu'il couvre 25% des dépenses de santé d'ici 2025

- Offrir un appui à la mise en œuvre de ces politiques grâce à un financement stable et une planification coordonnée des ressources humaines en santé. Si les gouvernements veulent améliorer la santé des Canadiens, ils doivent reconnaître le fait que les systèmes de santé n'existent pas en vase clos. Il faut une meilleure coordination des services de santé et des services sociaux, particulièrement aux points d'accès, notamment les réseaux de soins de santé primaires, ainsi qu'une approche plus intégrée en matière de politiques de la santé et politiques sociales, tout en maintenant le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

Comblent l'écart de Upstream

Le dimanche 3 avril 2016, les infirmières et les infirmiers du Canada ont parrainé le premier conférence Closing the Gap - Action for Health Equity tenu à Ottawa.

L'activité a été organisée par Upstream, organisme indépendant et non partisan visant à recentrer les discussions publiques autour des déterminants sociaux de la santé afin de bâtir une société plus saine.

Cette année, la FCSII a demandé au gouvernement fédéral d'élargir sa vision et d'ajouter la dimension « sociale » (accord sur la santé et les programmes sociaux) afin de reconnaître l'importance des déterminants sociaux de la santé. Selon la FCSII, la participation à l'activité Closing the Gap est une bonne occasion d'appuyer les principaux experts canadiens en matière de déterminants sociaux de la santé. Linda Silas, présidente de la FCSII, Pauline Worsfold, secrétaire-trésorière, Daphne Wallace, 2e vice-présidente des IJUA, Marilyn Quinn, présidente du SIINB, et Debbie Forward, présidente du SIIATNL, ont participé à l'activité.

L'activité comprenait deux parties. Des leaders et décideurs canadiens du secteur des déterminants sociaux de la santé ont présenté différentes idées et théories pour améliorer équitablement les conditions sociales qui contribuent à une bonne santé.

La première partie de l'activité a mis l'accent sur l'équité en matière de santé et comprenait trois ateliers : à domicile, dans la collectivité et au travail. André Picard, auteur et journaliste du *The Globe and Mail* couvrant la santé publique, a animé cette partie. Parmi les conférenciers, mentionnons le Dr Ryan Meili, médecin de famille et fondateur de Upstream; Armine Yalnizyan, économiste principale au Centre canadien de politiques alternatives; Cindy Blackstock, directrice générale de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations du Canada; et la Dr Danielle Martin, vice-présidente de Medical Affairs and Health System Solutions au Women's College Hospital (WCH).

La deuxième partie de l'activité comprenait les conférenciers d'honneur, notamment Jane Philpott, ministre fédérale de la Santé; et Sir Michael Marmot, directeur du UCL Institute of Health Equity et auteur de *The Health Gap: The Challenge of an Unequal World*.

« C'était inspirant d'être entourée des principaux experts canadiens en matière de déterminants sociaux de la santé, et d'entendre différentes idées et théories sur comment progresser », mentionne Linda Silas, présidente de la FCSII. « Le personnel infirmier de première ligne sait que toutes les politiques gouvernementales doivent être examinées à la lumière de l'équité en santé si l'on veut apporter des améliorations significatives qui seront vraiment profitables à tous les Canadiens. »



(De gauche à droite) Daphne Wallace, 2e v.-p. des IJUA; Pauline Worsfold, secrétaire-trésorière de la FCSII; Hassan Yussuff, président du CTC; Linda Silas, présidente de la FCSII; Debbie Forward, présidente du SIIATNL; Tracy Zambory, présidente du SIIS; Marilyn Quinn, présidente du SIINB.

« Le personnel infirmier de première ligne sait que toutes les politiques gouvernementales doivent être examinées à la lumière de l'équité en santé si l'on veut apporter des améliorations significatives qui seront vraiment profitables à tous les Canadiens. »

- Linda Silas, présidente de la FCSII



Pauline Worsfold, secrétaire-trésorière de la FCSII avec Monique Bégin, ancienne ministre de la Santé et du Bien-être social, qui a déposé la Loi canadienne sur la santé.



Tout l'auditoire écoute Jane Philpott, ministre de la Santé, lors du conférence Closing the Gap.

Nations unies : Commission de la condition de la femme (UNCSW)

La soixantième séance de la Commission de la condition de la femme (UNCSW) s'est tenue au siège social des Nations unies, à New York, en mars 2016. Linda Silas, présidente de la FCSII, faisait partie des 40 membres représentant la délégation des syndicats canadiens.

« C'était un honneur de faire partie de la délégation canadienne et de me joindre, au siège social des Nations unies, à plus de 160 femmes syndiquées représentant 34 pays », mentionne Linda Silas, présidente de la FCSII. « Nous nous sommes rassemblées pour parler des enjeux, apprendre les unes des autres, et manifester notre solidarité envers toutes les femmes et les filles du monde entier. »

Selon un énoncé conjoint émis par Global Unions et soumis à UNCSW60, 70 millions de femmes sont représentées par des syndicats dans le monde entier.

Le principal thème de la séance était : « Autonomisation des femmes et lien avec le développement durable ». Un autre enjeu examiné a été celui de l'élimination et de la prévention de tout type de violence envers les femmes et les filles. Le Congrès du travail du Canada a organisé un atelier et a présenté les données et les recommandations issues du travail réalisé pour mettre fin à la violence familiale au travail.

« C'était un honneur de faire partie de la délégation canadienne et de me joindre, au siège social des Nations unies, à plus de 160 femmes syndiquées représentant 34 pays », mentionne Linda Silas, présidente de la FCSII. « Nous nous sommes rassemblées pour parler des enjeux, apprendre les unes des autres, et manifester notre solidarité envers toutes les femmes et les filles du monde entier. »

La délégation des syndicats canadiens a aussi mis l'accent sur l'égalité de revenu et l'écart salarial, la violence envers les femmes et les filles, l'aide à apporter aux enfants, aux jeunes et aux familles des Premières nations, et l'importance d'investir dans le travail décent et les bons emplois.

Plusieurs membres du Parlement canadien se sont aussi adressés à la délégation, notamment Patty Hajdu, ministre de la Condition féminine; Carolyn Bennett, ministre des Affaires autochtones et du Nord. Le premier ministre Justin Trudeau a eu une discussion informelle avec Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU Femmes.

« J'étais fière de représenter les infirmières et les infirmiers du Canada au sein de la délégation canadienne, et de voir mes sœurs et les chefs de gouvernements mettre de l'avant des idées et des recommandations pour améliorer le sort de toutes les femmes au travail au Canada », souligne Linda Silas, présidente de la FCSII.

Pour en savoir davantage au sujet des conclusions convenues lors de cette 60e séance, cliquez [ici](#). (en anglais seulement)

Faisons tous entendre nos voix syndicales au CSW60!



L'assurance-médicaments maintenant!

Une occasion qui arrive une fois dans une génération et qui risque d'être ratée.

Le message du personnel infirmier du Canada adressé à la ministre

Depuis la création du système public universel de soins de santé, et après de nombreuses études et demandes, les Canadiens attendent impatiemment un régime national d'assurance-médicaments. L'année 2016 représente la meilleure, et probablement la dernière, occasion, pour le Canada, de finalement mettre en place un programme fondamentalement nécessaire.

Les gouvernements provinciaux savent que le Canada a besoin d'un régime d'assurance-médicaments. Parce que le gouvernement conservateur a négligé ce dossier, les provinces sont forcées à collaborer pour acheter en vrac les médicaments, ce qui permet aux Canadiens d'économiser 500 millions de dollars par année car les provinces peuvent négocier des prix moins élevés avec les compagnies pharmaceutiques. Bien que cela soit positif, ce n'est pourtant qu'une fraction des 11 milliards d'économies estimées qui pourraient être réalisées par la mise en place d'un régime complet d'assurance-médicaments. En plus des provinces, de nombreux universitaires, professionnels de la santé, syndicats, et gens ordinaires se

rendent compte combien le système actuel ne fonctionne pas. Même les corporations voient l'importance de diminuer le coût des médicaments car elles paient pour que leurs employés soient couverts.

Après les États-Unis, le Canada est le pays qui paie le plus pour les médicaments sur ordonnance. 20 % des Canadiens n'ont pas de couverture pour les médicaments, et 10 % d'entre eux ne font pas exécuter leurs ordonnances en raison du coût. Ainsi, le public assume le coût des patients dont l'état de santé se détériore parce qu'ils ne prennent pas leurs médicaments prescrits, et se retrouvent à l'hôpital avec des problèmes de santé plus complexes. Le personnel infirmier et les autres professionnels de la santé voient les impacts terribles sur le patient.

Les personnes qui revendiquent un régime universel d'assurance-médicaments sont très frustrées de voir que le Canada ne fait rien pour s'harmoniser au reste du monde. Tous les autres pays ayant un système universel de soins de santé ont aussi un régime d'assurance-médicaments. Le

Canada est le seul pays à couvrir les soins de santé et à exclure les médicaments prescrits. C'est comme si ce n'était pas une partie intégrante du traitement.

Heureusement, nous avons présentement l'occasion de changer cela. Un nouveau gouvernement fédéral signifie que nos leaders politiques négocient, finalement, un nouvel accord sur la santé. L'assurance-médicaments fera-t-elle partie de ces négociations? Elle devrait. Les provinces sont toutes d'accord par rapport au besoin d'un régime couvrant les médicaments sur ordonnance, mais on ne sait toujours pas si les libéraux fédéraux vont saisir l'occasion. La ministre fédérale de la Santé a pour mandat de diminuer le coût des médicaments prescrits et d'examiner la possibilité de mettre en place un formulaire national qui pourrait être le premier chaînon d'un régime d'assurance-médicaments. Or, tout nous indique que les libéraux reportent cet enjeu et qu'il fera partie d'un mandat futur. La Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers va continuer à mettre de la pression. À cette fin, elle organise un déjeuner avec les MP



et les sénateurs le 31 mai afin qu'ils puissent entendre les principaux experts parler du besoin de mettre en place un tel régime dès maintenant.

C'est troublant de penser qu'on puisse ne pas agir maintenant. Ce serait une erreur car les conditions favorables pour l'assurance-médicaments pourraient ne pas se maintenir. Ce qui est particulièrement troublant, c'est le fait que le gouvernement, qui a chargé sa ministre de la Santé de réduire le coût des médicaments, pourrait ratifier des ententes qui augmenteraient le coût des médicaments en augmentant la protection des brevets accordés aux compagnies pharmaceutiques. Selon les estimations, le Partenariat transpacifique (PTP) et l'Accord économique et commercial global (AECG) feront augmenter respectivement le coût des médicaments de 5 % et 10 %. Cela signifie des centaines de millions de coûts supplémentaires qui s'ajoutent aux coûts gonflés que paient déjà les Canadiens.

Les Canadiens devraient être indignés du fait que le dernier gouvernement conservateur a négocié ces ententes sans consultation et

au moment où il était en perte de pouvoir. Ils devraient être aussi indignés par le fait que le gouvernement libéral actuel ne semble manifester aucune intention d'annuler ces mauvaises ententes. Malgré la pression des autres pays sur le Canada pour qu'il ratifie ces ententes, le Canada doit se défendre et affirmer fortement que ces ententes, dans leur version actuelle, ne sont pas dans l'intérêt véritable des Canadiens.

Or, il ne faut pas oublier que malgré tous ces défis, ce moment offre la meilleure occasion qui soit pour, finalement, mettre en œuvre un régime universel d'assurance-médicaments au Canada. Le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes examine présentement le dossier de l'assurance-médicaments, et une majorité des membres semblent en faveur d'aller de l'avant. Linda Silas, présidente de la FCSII, doit faire un exposé devant le comité, et son message sera d'agir. La ministre Philpott, en qualité de médecin, a déjà manifesté clairement son soutien à l'assurance-médicaments. Lorsque la FCSII a rencontré la ministre de 4 avril dernier, nous l'avons fortement encouragée à passer à l'action. Tout cela -

ajouté au mandat que lui a donné le premier ministre de négocier un nouvel accord sur la santé, diminuer le coût des médicaments et explorer la possibilité de mettre en place un formulaire national - suggère que la campagne pour un régime universel couvrant les médicaments sur ordonnance a plus d'élan maintenant que par le passé. Plus important encore, ce gouvernement fédéral aura, à la table de négociation, un appui ferme de puissantes provinces comme l'Ontario et l'Alberta, et très peu de résistance de celles idéologiquement opposées aux programmes nationaux car on ne peut pas ignorer les données relatives à l'assurance-médicaments.

Est-ce que tout cela va mener à une coupe de ruban signalant la mise en place de l'assurance-médicaments? Seulement si nous continuons à faire pression et à demander à nos gouvernements d'agir. Sinon, nos enfants auront aussi à payer des milliards de plus que nos homologues ailleurs dans le monde. Il s'agit de milliards qui pourraient être réinvestis dans les soins de santé et permettre de surmonter les défis engendrés par la population vieillissante et les maladies chroniques.



Les accords commerciaux sont une menace à la santé

Les infirmières et les infirmiers du Canada s'opposent à l'AECG et au PTT

Le gouvernement fédéral a récemment signé le Partenariat transpacifique (PTP) mais prétend que cela ne veut pas dire que le gouvernement va ratifier le PTP et le mettre en vigueur. Le PTP et l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Europe ont des répercussions majeures sur les soins de santé au Canada. Ces deux ententes ont été négociées par le dernier gouvernement conservateur sans consultation publique et ont été fortement critiquées.

Linda Silas a rencontré Chrystia Freeland, ministre du Commerce international, et a souligné que les infirmières et les infirmiers du Canada étaient opposés aux deux ententes car ils s'inquiétaient pour le système de soins de santé et les patients. Certes, ces ententes seront profitables à certaines industries, mais elles seront dommageables à d'autres. Il est clair que dans le cadre de ces ententes, les Canadiens devront payer des centaines de millions de plus à chaque année pour les produits pharmaceutiques.

Le Canada est déjà au deuxième rang des pays qui paient le plus pour les médicaments prescrits. Or, ces ententes feront augmenter le coût des médicaments en prolongeant la protection des brevets et en retardant la mise en marché des médicaments génériques moins coûteux. Selon les estimations globales, le coût des médicaments devrait augmenter de 5 % avec le PTP et de 10 % avec l'AECG.

Il est inacceptable qu'un (1) Canadien sur 10 mentionne ne pas pouvoir faire exécuter son ordonnance en raison du coût. Il est inacceptable que tout gouvernement fédéral accepte de signer des ententes qui diminuent, plutôt qu'augmenter, l'accès aux médicaments aux personnes qui en ont besoin. C'est ce que le PTP et l'AECG vont faire, et cela est mis en relief dans deux documents élaborés par le Centre canadien de politiques alternatives, et appuyés par la FCSII. Le personnel infirmier du Canada pense qu'il est important de s'opposer à ces ententes afin de protéger nos patients.

Selon la FCSII, il faut remplacer ces ententes qui augmentent le coût des médicaments par un régime national couvrant les médicaments prescrits afin d'assurer des prix abordables et l'accès universel. Ces accords commerciaux pourraient être utilisés par les corporations pour s'opposer à toute mesure pour mettre en place un régime d'assurance-médicaments car on leur accorde le droit de poursuivre le gouvernement en justice si leurs profits sont à risque.

Le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes organise actuellement des consultations publiques dans tout le Canada. La FCSII a demandé de faire un exposé devant le comité et profitera de cette occasion pour exprimer clairement ses inquiétudes par rapport à ces ententes. Augmenter le coût des médicaments nécessaires et en réduire l'accès est très dangereux et inquiétant. Nous allons collaborer activement avec le gouvernement pour s'assurer que ces ententes, et les ententes futures, ne touchent pas aux soins de santé et permettent au Canada de mettre en place un régime national couvrant les médicaments sur ordonnance. Cela permettrait aux Canadiens d'économiser des milliards de dollars à chaque année.

Le temps est venu pour un régime national d'assurance-médicaments. La FCSII communique ce message aux politiciens et aux décideurs dans le cadre de diverses activités et événements : par exemple collaboration avec les premiers ministres lors de la réunion du Conseil de la fédération; rencontres avec les ministres; présentations lors de comités; et organisation du déjeuner avec les MP le 31 mai. L'an prochain sera déterminant pour l'avenir des soins de santé au Canada, y compris les négociations pour un nouvel accord sur la santé. La FCSII va travailler très fort pour que la voix des infirmières et des infirmiers de première ligne se fasse entendre clairement.

« L'an prochain sera déterminant pour l'avenir des soins de santé au Canada, y compris les négociations pour un nouvel accord sur la santé. La FCSII va travailler très fort pour que la voix des infirmières et des infirmiers de première ligne se fasse entendre clairement. »

- Linda Silas, présidente de la FCSII



LA FÉDÉRATION
CANADIENNE
DES SYNDICATS
D'INFIRMIÈRES
ET INFIRMIERS

LE SAVOIR AU SERVICE
DU SAVOIR-FAIRE

fcsii.ca

2841, prom. Riverside | OTTAWA (ON) | K1V 8X7
Tél. : 613-526-4661 | Téléc. : 613-526-1023
Sans frais: 1-800-321-9821

